

CORONAVIRUS

Le casse-tête de la reprise pour la filière sport

- Le report de deux mois du départ du Tour de France est la première bonne nouvelle pour le monde sportif, frappé de plein fouet par la pandémie de Covid-19.
- Les enjeux économiques de ses élites professionnelles poussent à une difficile remise à plat des calendriers.

SPORT

Christophe Palierse
@cpalierse

Après le report d'un an des Jeux Olympiques et de l'Euro de football et la suspension ou annulation de pratiquement toutes les compétitions sportives sur tous les continents, le sport business, qui traverse la crise la plus grave de toute son histoire, peut commencer à espérer qu'une sortie de la tempête est possible. L'officialisation mercredi du report du Tour de France sur août-septembre, avec pour corollaire un remodelage du calendrier du cyclisme mondial, constitue ainsi la première relative bonne nouvelle au bout d'un mois de crise sans précédent.

Certes, les modalités précises de ce Tour 2020 inédit ne sont pas connues – il est en revanche acquis que les villes étapes ne changent pas – mais, contrairement à la plupart des disciplines sportives, le cyclisme a, lui, son calendrier « post-coronavirus ». Un report qui a provoqué bien moins de vagues que celui de Roland Garros, qui avait suscité de nombreux remous dans le monde du tennis, par exemple, en décidant seul dans son coin de repousser à l'automne ce tournoi du Grand Chelem.

Le calendrier s'avère être aujourd'hui le talon d'Achille d'une industrie mondiale du sport victime de son succès. « Le calendrier est surchargé et le moindre grain de sable grippe la mécanique », souligne Vincent Chaudel, fondateur de l'Observatoire du Sport Business.

L'expert relève, en particulier, l'extrême difficulté à laquelle est confronté ainsi le sport de contact qu'est le rugby, et notamment en France la Ligue nationale de rugby (LNR). « Il est impossible de jouer deux à trois fois par semaine. Or, il faut terminer la phase régulière du championnat TOP 14, puis jouer les phases finales, sachant qu'il faut mettre les joueurs à disposition pour la tournée d'été de l'équipe de France, et continuer le parcours en Coupe d'Europe pour les clubs concernés. La marge de manœuvre est nulle ou presque », observe Vincent Chaudel. De fait, face à des clubs divisés, la LNR, qui a en outre une relation difficile avec la fédération française, n'a pas encore tranché.

Matches à huis clos

La Ligue de football professionnel (LFP) semble avoir une longueur d'avance. Elle a échafaudé deux scénarios pour la Ligue 1, en relation avec l'instance européenne UEFA. L'option privilégiée est une reprise le 17 juin pour une fin du championnat le 25 juillet. Cette option, dont la mise en œuvre dépend bien entendu de l'avis des pouvoirs publics et, par là même, des autorités de la santé, sous-tend, elle aussi, le principe de matches à huis clos, peu prisée de certains présidents de club et ouvertement contesté par les associations de supporters.

Comme le souligne un fin connaisseur, la LFP a toutefois trois « obligations à tenir : une obligation de l'UEFA à boucler le championnat au plus tard début août pour permettre la fin des Coupes d'Europe ; une obligation droits télé, car ils ne seront payés que si les matches ont lieu ; une

A travers l'exemple de la Ligue 1, se pose au fond une autre question plus large.

Celle du modèle économique, ou plutôt des modèles économiques des sports professionnels et du degré de dépendance à l'égard des droits TV.

obligation sponsors, car, pour quoi paieraient-ils s'ils ne sont pas visibles ? ». En outre, les clubs allemands, italiens et espagnols ont, eux aussi, leur scénario de reprise – entre la fin mai et la mi-juin –, intégrant également le huis clos.

La question des abonnés ne pouvant plus aller au stade reste posée. A travers l'exemple de la L1, de l'option du « moindre mal », se pose au fond une autre question plus large : celle du modèle économique, ou plutôt des modèles économiques des sports professionnels et du degré de dépendance à l'égard des droits TV.

Celui-ci reste puissant pour la L1, en dépit d'une diversification de ses ressources. Lors de la saison 2018-2019, la dernière pour laquelle le rapport de la DNGC – le contrôleur financier du foot pro – est disponible, les seuls droits TV domestiques pesaient pour un peu plus de 594 millions d'euros dans les recettes – hors transferts – des clubs, soit

31,2 % du total. Avec l'international, pour l'essentiel les droits liés aux Coupes d'Europe, cette part avoisine les 47 %.

Situation compliquée

A titre de comparaison, les clubs du TOP 14, le deuxième grand championnat professionnel tricolore de rugby, généraient, eux, 47 % de leurs recettes avec le sponsoring, selon le dernier rapport annuel disponible (saison 2017-2018) de la DNACG, son contrôleur financier, la part des droits TV étant grosso modo de 22 %. Pour autant, les clubs de rugby pro n'en sont pas moins, eux aussi, dans une situation compliquée, avec l'arrêt de leur championnat. La Ligue nationale de handball vient, elle, d'arrêter définitivement la saison, en sacrant champion le PSG, largement en tête.

Le sport professionnel, du fait des conséquences de la crise sanitaire, va traverser une période très délicate. Et pour les clubs de foot, le passage d'une saison à l'autre pourrait être d'autant plus rude qu'un coup de froid sur le juteux marché des transferts n'est pas à exclure. Dans l'immédiat, il leur faudra mettre en place de subtiles procédures sanitaires.



À NOTER

Le Comité directeur de la Ligue nationale de basket a décidé mercredi que ses championnats Jeep ELITE – l'équivalent de la première division – et PRO B 2019-2020, actuellement suspendus, ne pourront pas reprendre avant septembre.

Les médias sportifs chamboulés par les reports et annulations des compétitions phares

Alors que le Tour de France vient d'être décalé par son organisateur, ASO, pépite du groupe Amaury, dont le média « L'Equipe » souffre économiquement, le bras de fer se prolonge entre la Ligue de football professionnel et les diffuseurs BeIN et Canal+, qui refusent de payer les droits de la fin de saison.

Nicolas Richaud
@NicoRichaud

Roland-Garros, Jeux Olympiques de Tokyo, Grand Prix de Formule 1, Euro 2020 : la liste des annulations et reports d'événements sportifs prestigieux ne cesse de s'allonger en raison de la crise sanitaire actuelle. Une catastrophe sur le plan économique à même de se répercuter sur les médias sportifs qui couvrent et/ou diffusent ces compétitions phares.

Mercredi, le groupe ASO a annoncé que le départ du Tour de France était décalé de deux mois et sera donné fin août, en lieu et place du Tour d'Espagne qu'il organise aussi et qui démarrera, lui, début novembre. Aux grands maux, les grands moyens. Point d'orgue du calendrier cycliste, la Grande Boucle est aussi la machine à cash d'ASO, lui-même pépite de l'empire

Amaury, dont le média « L'Equipe » serre les dents.

« Quand on a vu les compétitions sportives annulées une à une, on s'est dit : mais comment on va faire un journal, une chaîne de télé ? On arrête ? », confiait, la semaine dernière, aux « Echos », Jean-Louis Pelé, patron du groupe L'Equipe, estimant que le manque à gagner allait se « chiffrer en millions ». Même si le groupe Amaury a les reins solides, il a plus que jamais besoin de la manne générée par le Tour de France.

« Quand vous n'êtes pas livré, vous ne payez pas. On n'est pas une banque. »

MAXIME SAADA
Président du directeur du groupe Canal Plus

Reste que « L'Equipe » est loin d'être à l'arrêt. « On a racheté des droits télé pour rediffuser des étapes mythiques du Tour de France et des matchs de foot de légende », détaillait Jean-Louis Pelé. « On a publié des sujets sur les conséquences sportives et économiques de leur arrêt ». Car à défaut d'affrontements sportifs

entre champions, un autre type de match se déroule actuellement dans le foot français.

Alors que la Ligue 1 est à l'arrêt depuis mi-mars, les deux diffuseurs Canal+ et BeIN refusent de verser respectivement 110 millions et 43 millions d'euros à la Ligue de football professionnel au titre des derniers matchs de la saison dont aucune date de reprise officielle n'a encore été dévoilée. Une position qui tranche avec celle de MediaPro – qui diffusera la Ligue 1 à compter de la saison 2020-2021 –, et a fait savoir qu'il était prêt à prendre le relais, par la voix de son patron, Jaume Roures, auprès de « L'Equipe » justement.

Trouver un terrain d'entente

Mais depuis l'allocution d'Emmanuel Macron, lundi soir, les spéculations sur la reprise de la Ligue 1 ont redémarré et celle-ci pourrait éventuellement avoir lieu mi-juin. De quoi permettre à la LFP et à BeIN et Canal+ de trouver un terrain d'entente ? Une chose est sûre : sans reprise du championnat, la chaîne cryptée ne changera pas son fusil d'épaule.

« Quand vous n'êtes pas livré, vous ne payez pas. On n'est pas une banque, a taclé Maxime Saada, patron de Canal+, il y a dix jours. C'est une situation identique partout dans le

monde. Tous les opérateurs ont suspendu les paiements avec la suspension des championnats. Tout le monde en parle : en Espagne, en Allemagne, en Italie, en Angleterre. »

Préserver l'actif

Une assertion à nuancer en Espagne où MediaPro assure avoir maintenu les paiements, mais aussi de l'autre côté de la Manche, où la situation entre clubs et diffuseurs est plus apaisée. Certes, cela s'explique aussi parce que Sky Sport et BT ont déjà payé leur dû au titre de la saison 2019-2020 de la Premier League, le championnat national de football le plus prestigieux du monde. Mais les deux groupes n'auraient pas l'intention de demander un quelconque remboursement, selon la presse anglaise.

La raison ? Ils ne veulent pas affaiblir l'équilibre économique des clubs et donc potentiellement l'attractivité de la Premier League, pour laquelle ils ont déboursé 4,65 milliards de livres sterling pour la période 2019-2022. Ce qui ne se fera pas totalement sans contrepartie puisque BT et Sky Sport tentent d'obtenir des compensations (caméra dans les vestiaires, interview de l'entraîneur en plein match, etc.) pour enrichir leurs programmes. De bonne guerre. ■



Certes, les modalités précises de ce Tour 2020 inédit ne sont pas connues « post-coronavirus ». Photo Anne-Christine Poutjoulat/AFP

Adidas reçoit une aide financière de Berlin

L'équipementier sportif a obtenu 2,4 milliards d'euros de lignes de crédit public pour faire face à la chute de près de 60 % de ses ventes provoquée par le Covid-19.

Ninon Renaud
@NinonRenaud
— Bureau de Berlin

Kasper Rorsted, le PDG d'Adidas, ne faisait pas secret de son intention d'en appeler au soutien de Berlin. Celui-ci est arrivé mardi soir sous la forme de lignes de crédit d'urgence pour un total de 2,4 milliards d'euros, garanties à 80 % par l'Etat et débloquées pour une durée de quinze mois par la banque publique KfW. En échange, l'équipementier sportif renonce durant cette période à tout paiement de dividende, soit une économie de 840 millions d'euros en 2020. « La situation actuelle pose de sérieux problèmes, même aux entreprises saines. Nous tenons à remercier le gouvernement pour son action rapide en réponse à cette crise mondiale sans précédent », a déclaré le patron de la marque à trois bandes.

Un consortium de banques privées (UniCredit, Bank of America, Citibank, Deutsche Bank, HSBC, Mizuho Bank et Standard Chartered Bank) s'est en outre engagé à prêter jusqu'à 600 millions d'euros supplémentaires, portant à 3 milliards d'euros son ballon d'oxygène.

« Il est raisonnable et prudent de garantir l'accès à autant de liquidités que possible étant donné l'incertitude » actuelle, estime Graham Renwick, analyste chez Berenberg.

La pandémie de Covid-19 a entraîné la fermeture des magasins Adidas en Europe et en Amérique du Nord, amputant de plus de 60 % le chiffre d'affaires de l'équipementier sportif. En Chine, les magasins ont en partie rouvert mais leur fermeture, après le Nouvel An lunaire, a entraîné un manque à gagner de près de 1 milliard d'euros. L'arrêt des rachats d'actions, le renoncement des membres du directoire à leurs bonus en 2020 et la mise au chômage partiel de 1.200 de ses 7.700 employés outre-Rhin n'ont pas permis pas de compenser la totalité des pertes.

Préjudice « gérable »

Adidas, qui présentera ses résultats trimestriels le 27 avril, estime que « l'évolution de la pandémie et, donc, l'impact sur les activités du groupe ne peuvent être prédits actuellement ». L'annulation de grandes manifestations sportives, comme l'Euro 2020 et les JO, représentent « un préjudice économique gérable, compris entre 50 et 70 millions d'euros », mais le rayonnement commercial de la marque en pâtit.

Alors que son cours de Bourse reculait mercredi après-midi de 2,5 %, « Adidas va rembourser le plus rapidement possible les parties du crédit auxquelles le groupe a eu recours », assure le groupe. Il veut surtout voir dans ces crédits une façon de « garantir sa flexibilité financière ». Pour Graham Renwick, il n'y a en effet pas péril en la demeure. « Fin 2019, le groupe disposait de 875 millions d'euros de trésorerie net, avec près de 6 milliards d'euros de liquidités disponibles », rappelle l'analyste. ■



es, mais, contrairement à la plupart des disciplines sportives, le cyclisme a, lui, son calendrier

Le Tour de France aura lieu du 29 août au 20 septembre

L'UCI a officialisé mercredi le report de deux mois de la Grande Boucle, en raison de la pandémie de Covid-19. Une première depuis la création de la course, en 1903. En conséquence, le Tour d'Espagne s'élançera en fin de saison. Aucune date n'a encore été fixée pour le Tour d'Italie.

A l'heure où le plus grand flou règne encore sur le calendrier de quelques-uns des plus grands championnats et événements sportifs dans le monde, l'annonce officielle, mercredi, par l'Union cycliste internationale (UCI) d'un report du départ de Tour de France à Nice du 27 juin au 29 août, pour une arrivée le 20 septembre à Paris, fait figure de bonne nouvelle. Contrairement donc aux Jeux Olympiques d'été de Tokyo, qui ont été renvoyés à l'été 2021, la Grande Boucle partira bien en 2020, et ce malgré un calendrier initial bousculé par la pandémie de Covid-19.

Moins de monde sur le bord des routes

Jamais le Tour de France n'est, depuis sa création, en 1903, parti aussi tard dans l'été, et il se fera sur le parcours prévu, a confirmé Christian Prud'homme, le directeur de la Grande Boucle, au cours du journal de 13 heures sur France 2. Pour le patron du Tour, ce report de deux mois était nécessaire, à la fois pour garantir le respect de toutes les consignes sanitaires nécessaires au bon déroulement de l'épreuve, et pour laisser le temps aux coureurs de pouvoir se préparer dans les meilleures conditions possible.

Le Tour de France 2020 se fera sur le parcours prévu, a confirmé Christian Prud'homme, le directeur de la Grande Boucle.

En indiquant avoir reçu le soutien de tous les élus des villes concernées.

Le peloton tout entier s'en félicite. « C'est une grande joie, je commençais à perdre un peu espoir », a réagi sur France 2 Julian Alaphilippe, le héros de l'été dernier. Le Britannique Chris Froome a parlé d'une nouvelle « que beaucoup d'entre nous attendaient ». C'est « un peu de lumière au bout du tunnel », a estimé le quadruple vainqueur du Tour. « Les champions cyclistes savent désormais qu'ils ont un objectif », a souligné Christian Prud'homme, tout en indiquant avoir reçu le soutien de tous les élus des villes devant accueillir cette année le Tour de France. Alors certes, a-t-il convenu, « il y aura peut-être un peu moins de monde sur le bord des routes », avec moins d'étrangers et moins d'enfants du fait de la rentrée scolaire.

De même, à propos de la caravane publicitaire, l'un des éléments d'attraction de l'événement qui draine habituellement quelque 10 à 12 millions de spectateurs, selon les chiffres des organisateurs, le directeur du Tour estime qu'« il y aura sans doute un peu moins de véhicules

que les années précédentes ». Ne serait-ce qu'en raison des difficultés économiques prévisibles pour des entreprises. Mais pour Christian Prud'homme, le départ de la prochaine Grande Boucle, « ce sera le phare pour dire "on va s'en sortir" ».

Reste que la saison cycliste est profondément bouleversée. La période de suspension des compétitions internationales est prolongée d'un mois jusqu'au 1^{er} juillet, a également annoncé l'UCI au terme d'une réunion avec les parties prenantes du cyclisme, équipes, coureurs et organisateurs. Le report du Tour de France a notamment pour conséquence un déplacement de la Vuelta (Tour d'Espagne) en fin de saison.

Un nouveau calendrier le 15 mai

Les dates des autres grandes courses reportées, notamment le Giro (Tour d'Italie) et les « monuments » (grandes classiques), n'ont pas encore été précisées par l'UCI. Celle-ci a fixé la publication du nouveau calendrier « au plus tard le 15 mai », livrant tout de même des premières indications. « Le Giro se disputera après les Mondiaux sur route et sera suivi par la Vuelta », a déclaré la fédération internationale, sans toutefois préciser si les deux événements pouvaient se chevaucher. Les championnats nationaux auront lieu le week-end des 22 et 23 août.

En France, où la pandémie a causé la mort de plus de 15.000 personnes depuis début mars, aucune course n'est prévue avant la mi-juillet. Conséquence des annonces du président de la République lundi soir, interdisant les rassemblements publics jusqu'à cette période. — A. Bo.

Le football français esquisse un très fragile plan de redémarrage

L'annonce d'une levée progressive du confinement à compter du 11 mai entretient l'espoir d'une fin de saison à huis clos avant fin juillet. Mais le calendrier reste soumis aux échéances européennes et au bon vouloir des pouvoirs publics, qui restent pour l'instant silencieux.

Basile Dekonink
@Bdekonink

C'est une équation à mille inconnues. La saison 2019-2020 du football français, figée depuis le 13 mars en raison de la crise du Covid-19, sera-t-elle menée à son terme ? Si l'annonce de la levée progressive du confinement à compter du 11 mai donne un peu de visibilité, le scénario d'une reprise reste soumis à de très nombreux points d'interrogation.

Une chose, au moins, est certaine : si reprise il y a, elle se fera à huis clos. L'interdiction des rassemblements publics jusqu'à mi-juillet, annoncée par Emmanuel Macron, a mis fin aux derniers espoirs de voir le football reprendre dans des stades comblés.

Rien ne dit pour autant que les pouvoirs publics laisseront les matchs se dérouler dans des enceintes vides : les rencontres à huis clos mobilisent des moyens humains et matériels, à un moment où les tests manquent et où les forces de l'ordre sont sollicitées comme jamais. Impossible également d'assurer un risque zéro de contamination pour les 200 à 300 personnes nécessaires au bon déroulé de l'événement.

Le programme des prochaines semaines va dépendre, comme dans de nombreux pans d'activité dans la société française, de l'évolution de la pandémie. « Le ministère prépare un plan de sortie de confinement en collaboration avec tout l'écosystème du sport. [...] D'ici quinze jours, ce plan sera soumis au ministère des Solidarités et de la Santé et au Premier ministre », a indiqué mercredi le ministère des Sports sur son compte Twitter.

En attendant un éventuel feu vert, le football français tente, tant bien que mal, d'établir un calendrier. La « date privilégiée » du 23 août a d'abord été votée la semaine dernière par la Ligue de football professionnel (LFP) pour le démarrage de la prochaine saison de Ligue 1.

En prenant en compte cette date, la levée du confinement le 11 mai et le fait que les joueurs auront besoin de quatre semaines de préparation physique, c'est un véritable marathon qui se prépare. La LFP privilégierait, selon l'AFP et « L'Equipe », un scénario dans lequel les dix dernières journées de Ligue 1 se tiendraient entre

Certains dirigeants de clubs, emmenés par le président de Lille Gérard Lopez, songent à se financer à hauteur de 300 à 500 millions d'euros auprès de fonds d'investissement.

le 17 juin et le 25 juillet. Un calendrier infernal auquel il faudrait ajouter les deux finales de Coupes ainsi que les barrages Ligue 1/Ligue 2, tout en espérant que l'UEFA reporte à août la fin de ses compétitions européennes.

Explosion des droits TV

L'idée : jouer le plus de matchs possible pour s'arroger au moins une partie des droits TV de la saison en cours, pour l'instant gelés par BeIN Sports et Canal+. Privés de revenus « matchday » (billetterie, loges et hospitalité les jours de matchs) et de recettes marketing, les clubs voudraient sauver au moins une partie de cette manne qui représente 36 % de leur chiffre d'affaires, selon la DNCG.

En attendant l'explosion des droits TV prévue la saison prochaine, les pertes s'annoncent immenses. A tel point que certains dirigeants de club, emmenés par le président de Lille Gérard Lopez, songent à se financer à hauteur de 300 à 500 millions d'euros auprès de fonds d'investissement. Un emprunt massif loin d'emporter l'adhésion.

Pour soulager les trésoreries des clubs, le syndicat des joueurs et les dirigeants de Ligue 1 et de Ligue 2 se sont enfin entendus sur la baisse « provisoire » des salaires, jusqu'à 50 % pour ceux gagnant plus de 100.000 euros mensuels. Il ne s'agit que d'une recommandation puisque rien, dans le Code du travail, n'oblige les footballeurs à accepter de diminuer leur rémunération. ■



Les joueurs anglais contre la baisse de leurs salaires

Là où, face aux effets du coronavirus, les joueurs du FC Barcelone et de l'Atlético de Madrid ont accepté de baisser leurs salaires de 70 %, ceux de la Premier League anglaise de football refusent toujours de réduire les leurs.

Alexandre Counin
@alexandrecounin
— Correspondant à Londres

L'association des joueurs professionnels ou PFA, le syndicat qui représente les footballeurs de la Premier League anglaise de football, l'épreuve reine en Europe, a rejeté la proposition des 20 clubs de la compétition, qui voulaient baisser les salaires des joueurs de 30 % pour les forcer à prendre leur part dans l'effort contre l'épidémie et ses effets sur l'économie, alors que la saison est suspendue outre-Manche jusqu'au 30 avril au moins. Et il continue de tenir tête aux clubs de l'élite du football anglais.

« La baisse de 30 % proposée sur une période de douze mois équivaldrait à un total de plus de 500 millions de livres de réductions salariales et à une perte de plus de 200 millions de livres en contributions fiscales pour le gouvernement », a calculé la PFA. Avant d'asséner : « Quel serait l'effet de cette perte de revenus pour le gouvernement sur le Service national de santé ? » Résultat des courses : à ce jour, aucun accord global n'a pu être trouvé. Et la situation, outre-Manche, reste bloquée.

La pression politique reste pourtant forte pour que les clubs fassent un geste sur les salaires des joueurs. Les supporters font aussi pression

pour qu'ils y réfléchissent à deux fois avant d'avoir recours, pour le reste de leur personnel, au dispositif de chômage partiel mis en place par l'Etat, prévoyant que le contribuable paie 80 % des salaires. Dernière illustration en date, le virage à 180 degrés de Tottenham, lundi, qui a finalement renoncé à en faire bénéficier 550 de ses salariés, après avoir annoncé quinze jours plus tôt qu'il y aurait recours « pour protéger les emplois ». Le club leur versera finalement 100 % de leurs salaires en avril et en mai, même s'ils ont été placés en congés temporaires.

Liverpool avait lui aussi dû renoncer, quelques jours plus tôt, à en faire profiter environ 200 employés. Seul Newcastle, détenu par le controversé milliardaire Mike Ashley, à la tête de la chaîne d'articles de sport Sports Direct, continue pour l'instant de vouloir souscrire au dispositif pour son personnel administratif. Mais il est désormais sous pression pour, lui aussi, reculer.

Les salaires représentent, pour les 20 clubs de Premier League, 2,9 milliards de livres, soit environ 59 % de leurs revenus, selon le cabinet de conseil Deloitte. Or, ils risquent de perdre environ 750 millions de livres en droits audiovisuels si la saison ne reprend pas.



À NOTER
Le club de Newcastle est sur le point d'être racheté pour 310 millions de livres. La femme d'affaires Amanda Staveley mène un consortium de repreneurs dans lequel figure le fonds souverain de l'Arabie saoudite.